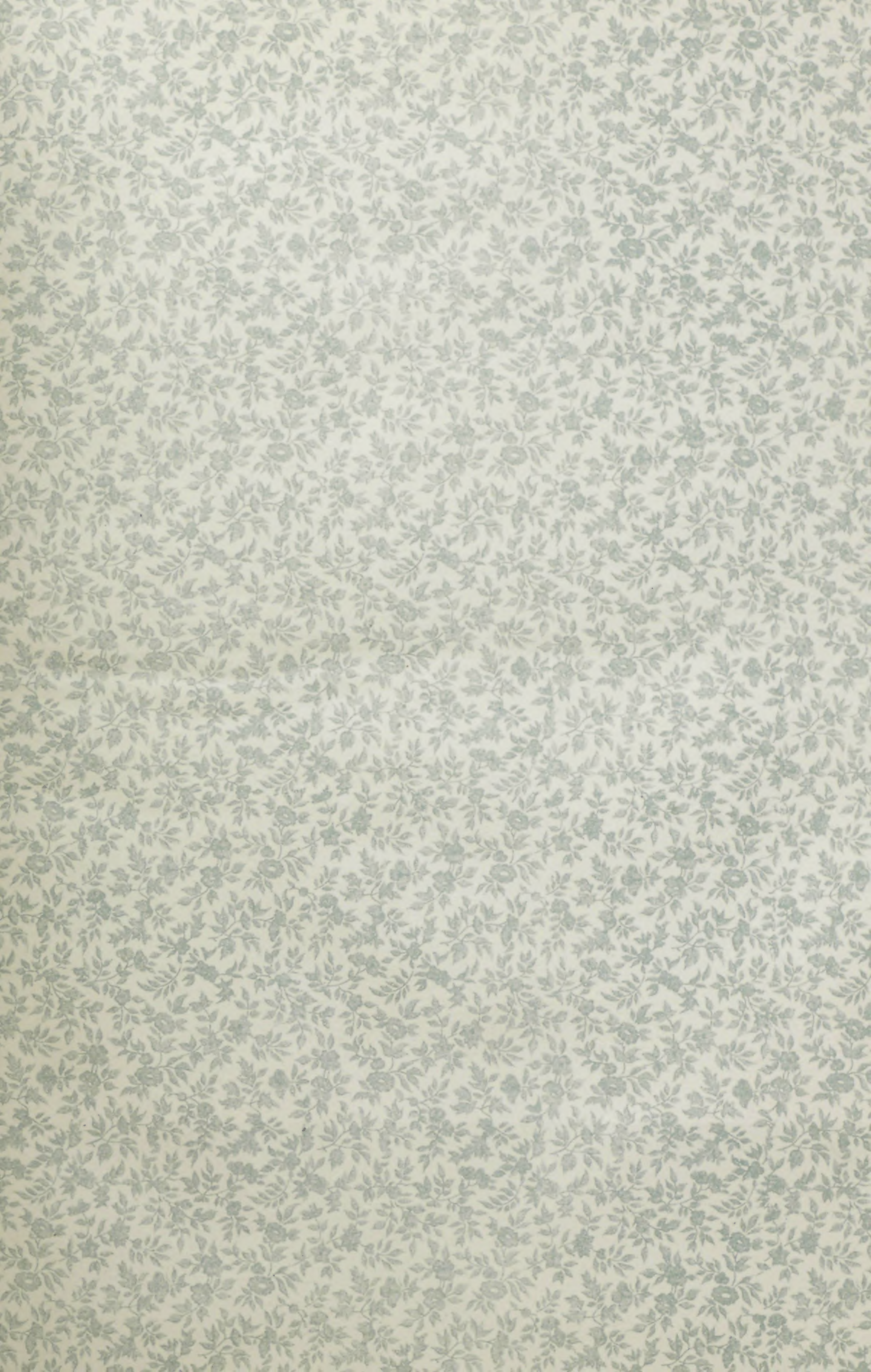


INSTITUT DE FRANCE.

LE
SALAIRE AUX ÉTATS-UNIS

PAR

M. E. LEVASSEUR

DÉLÉGUÉ DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Lu dans la séance publique annuelle des cinq Académies
du 25 octobre 1894.



PARIS

TYPOGRAPHIE DE FIRMIN-DIDOT ET C[IE],

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

—

M DCCC XCIV

LE
SALAIRE AUX ÉTATS-UNIS

PAR

M. E. LEVASSEUR

DÉLÉGUÉ DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Lû dans la séance publique annuelle des cinq Académies
du 25 octobre 1894.

Messieurs,

Tous les ans, depuis sa fondation, l'Académie des sciences morales et politiques confie à un de ses membres une mission économique.

Cette institution nous a valu les études agricoles d'Hippolyte Passy, de Léonce de Lavergne, de Baudrillart, les enquêtes industrielles de Villermé, de Blanqui, de Reybaud ; on ne saurait écrire l'histoire des ouvriers au XIXe siècle sans recourir à leurs travaux et y recourir sans reconnaître le précieux service que de telles recherches ont rendu à la science économique.

En 1893, l'Académie m'a fait l'honneur de me charger de cette mission, en proposant pour sujet l'étude de la

condition des ouvriers aux États-Unis. C'était la première fois qu'elle envoyait un de ses missionnaires par delà l'Atlantique.

Mais l'Amérique lui était depuis longtemps familière. Il y a cinquante ans que trois jeunes savants y puisaient l'inspiration d'œuvres par lesquelles ils ont mérité d'être admis dans son sein : Gustave de Beaumont, par le *Traité du système pénitentiaire aux États-Unis;* Alexis de Tocqueville, par *La démocratie en Amérique ;* Michel Chevalier, par les *Lettres sur l'Amérique du Nord.*

Aux États-Unis, où les travailleurs changent facilement de résidence et de métier, le rapport entre la condition du colon et celle de l'ouvrier de fabrique est plus intime qu'en Europe. C'est pourquoi j'ai commencé par exposer à l'Académie l'état de l'agriculture : c'était la première partie de ma tâche. Il me reste à traiter de l'état de la manufacture et du personnel qu'elle emploie : ce sera la seconde partie. J'en détache quelques considérations sur le salaire, que je soumets à la réunion des cinq Académies.

La détermination du taux moyen des salaires est une entreprise difficile, parce que les éléments à coordonner sont divers, complexes et variables. C'est ainsi qu'en France on entend parfois soutenir, dans une argumentation fondée sur des exceptions, que le salaire est resté stationnaire ou même a rétrogradé depuis un demi-siècle, quoiqu'en général le prix du travail, c'est-à-dire la somme d'argent payée par heure à l'ouvrier, ait manifestement augmenté. En Amérique, on peut entendre aussi des affirmations contradictoires se croiser dans le public sur cette question qui préoccupe nécessairement une société démocratique

et qui a donné lieu à un nombre considérable de publications officielles (1); toutefois l'opinion dominante est que le niveau y est plus élevé qu'en Europe.

Il l'est incontestablement si l'on considère seulement le salaire nominal. L'année dernière, à New York, les ouvriers du bâtiment, dont la plupart travaillent huit heures par jour, étaient payés à raison de 2 francs l'heure en moyenne (en comptant le dollar à 5 francs, c'est-à-dire un peu au-dessous du cours); quelques-uns même à raison de 2 fr. 50; ils sont, il est vrai, privilégiés, à New York comme à Paris; mais la plupart des professions obtenaient une rémunération forte, quoique moindre : un boulanger, 5 francs à 11 fr. 60 par jour; un chapelier, 6 fr. 20 à 13 fr. 75; un cordonnier, 10 francs à 12 fr. 50. Hors de New York, les maçons, dans les villes petites ou grandes du nord, gagnaient à peu près 15 francs. A Philadelphie, dans l'usine Baldwin, fabrique de locomotives qui est peut-être la plus importante du monde, la journée des simples manœuvres était de 7 fr. 50; celle des ouvriers spéciaux, comme les ajusteurs et les forgerons, variait entre 10 francs et 20 francs et s'élevait bien au delà pour les plus habiles. Dans la grande fabrique de wagons de Pullmann City, près de Chicago, dont la grève a failli dégénérer cette année en guerre civile, j'estime la moyenne du salaire

(1) En octobre 1893, trente et un États avaient des Bureaux du travail, chargés de faire des enquêtes et de dresser des statistiques relatives à l'agriculture, à l'industrie, aux rapports des patrons et des ouvriers, etc., et le nombre des volumes qu'ils avaient publiés était près de deux cents. Il y a, en outre, des enquêtes spéciales faites par le Commissaire du travail des États-Unis, dont le bureau est à Washington, et par les commissions du Congrès.

à 13 francs. A Lowell et dans le reste du Massachusetts, le gain des tisserands, qui ne sont pas dans la catégorie des privilégiés, est en moyenne d'un peu plus de 32 francs par semaine, avec une échelle de prix qui s'étend, selon la dextérité de l'ouvrier, de 3 fr. 50 à 10 francs par jour. A Nashua, ville de fabriques du New Hampshire, peuplée en partie de Canadiens qui acceptent plus volontiers que les Américains des salaires réduits, un docteur, qui connaît bien la population, évaluait le salaire journalier de l'homme marié entre 6 fr. 50 et 7 fr. 50; celui de l'ouvrier quelque peu habile, jusqu'à 14 francs; celui de la femme, entre 5 francs et 6 fr. 50; celui de l'adolescent de quinze ans, de 2 fr. 50 à 3 francs; et le revenu annuel d'une famille, dans laquelle travaillaient le père, la mère et un enfant, à 3 000 francs environ.

Il y a une cinquantaine d'années, les valets de ferme touchaient en moyenne 46 francs par mois avec la nourriture. Ils en touchent aujourd'hui 64 quand ils sont nourris, 96 quand ils ne le sont pas. Les moyennes à propos desquelles on plaisante agréablement, mais dont la statistique ne peut pas plus se passer que la pensée ne se passe d'idées générales, masquent souvent des différences considérables : ainsi, pendant que l'ouvrier agricole reçoit 177 francs en Californie où le travail est largement rémunéré, il en obtient à peine 75 dans les anciens États à esclaves où la main-d'œuvre est fournie surtout par des noirs.

La moyenne de la journée ou même du mois ne donne pas la mesure exacte du revenu annuel, parce qu'elle ne tient pas compte du chômage. Dans les fermes améri-

caines, les ouvriers ne sont engagés ordinairement que pour neuf mois ; le reste de l'année, ils cherchent de l'ouvrage ailleurs, se reposent ou travaillent chez le même maître à prix réduit. Dans une réunion où le Président de Columbia College avait invité les délégués des corporations ouvrières du bâtiment pour s'entretenir avec moi, je leur demandais ce qu'ils faisaient et devenaient l'hiver : « Rien, » répondirent plusieurs ; — « balayeur des rues, ajouta un manœuvre, quand on a de hautes protections politiques. » Les chômages passent pour être fréquents dans la fabrique américaine et pour se produire plus brusquement qu'en France. Durent-ils plus longtemps? Sans aborder aujourd'hui cette question, je vous demande la permission d'extraire des derniers rapports du Commissaire fédéral du travail (1) quelques chiffres comparés du revenu annuel de la famille ouvrière aux États-Unis et en Europe, formé du salaire du père, de celui de la mère et des enfants, quand il existe, et des gains accessoires. Ce revenu s'élève dans les mines de houille, à 2751 francs aux États-Unis, à 2476 en Grande-Bretagne et à 1 957 en Allemagne ; dans la fabrication de l'acier, à 3317 aux États-Unis et à 2 945 en Grande-Bretagne ; dans l'industrie de la laine, à 3315 aux États-Unis, à 2 575 en Grande-Bretagne et à 2 120 en France (2). Je pourrais multiplier les citations d'où il résulte qu'en somme, malgré les inter-

(1) Ce sont les sixième (1 volume de 1 404 pages) et septième (2 tomes, 2 048 pages) rapports annuels.

(2) Les chiffres de ces enquêtes ne doivent pas être considérés comme la moyenne précise du revenu de la famille ouvrière dans chaque profession, parce que plusieurs sont calculés sur un nombre trop restreint de

ruptions périodiques ou accidentelles du travail, la famille ouvrière gagne plus d'argent en Amérique qu'en Angleterre et plus en Angleterre qu'en France et surtout qu'en Allemagne. Cette première conclusion me paraît hors de conteste.

On peut opposer des cas particuliers, calculer que les demoiselles de magasin dans les grandes villes ne reçoivent en moyenne que 26 fr. 50 par semaine et s'inquiéter de savoir comment elles payent leur toilette ; montrer de pauvres femmes peinant toute la journée sur leur machine à coudre pour gagner vingt à quarante sous, des tailleurs entassés dans des pièces étroites et tirant moins d'un dollar du travail harassant qu'on a caractérisé par le nom de « Sweating system », des veuves chargées d'enfants et des vieillards infirmes habitant des taudis ou des caves qui leur coûtent 10 francs par semaine. Mais ces cas ne se rencontrent guère que dans les cités populeuses, comme New York, Boston ou Chicago. En Amérique comme en Europe, les grandes villes sont à la fois des foyers de luxe et des réceptacles de misère : contraste qui choque, mais qui est local et qui n'explique pas toute une civilisation, particulièrement celle des États-Unis où le contingent de l'indigence se recrute par l'immigration plus qu'il ne se forme sur place par les épaves de la race indigène.

A l'affirmation que le salaire est élevé on oppose aussi le prix de la vie. La monnaie n'a pas en tout lieu la même

---

cas et parce qu'il n'existe pas de moyenne précise d'un fait aussi divers et aussi variable que ce genre de revenu, mais ils fournissent un indice certain de la supériorité du susdit revenu dans un grand nombre de cas aux États-Unis.

puissance d'achat : une personne dont le revenu se trouverait doublé en même temps que triplerait le prix de toutes les marchandises serait moins riche après qu'avant. C'est à peu près, dit-on, ce qui arrive en Amérique; si le salaire nominal y est plus fort qu'ailleurs, le salaire réel, c'est-à-dire la somme des jouissances qu'on peut acquérir avec le gain d'une journée, n'est pas supérieur; c'est pourtant ce dernier qui importe au bien-être de la famille. Cette opinion, quoique répandue parmi les ouvriers français qui ont été en Amérique pour travailler ou pour s'enquérir des questions sociales et reproduite par des publicistes qui se sont trop fiés à leurs déclarations, ne saurait être acceptée sans examen.

Sans aucun doute la vie est chère aux États-Unis. « L'existence est bien dure pour une famille qui n'a que 10 dollars (c'est-à-dire 50 francs) à dépenser par semaine », me disait, à Saint-Louis, un mécanicien, homme de sens, qui, gagnant beaucoup plus, ne se plaignait pas de son sort. Avant de se prononcer, il faut consulter les comptes de ménage. Or, le pain n'est pas plus cher qu'en France; la viande l'est moins; les fruits sont abondants et à bon marché; l'eau, qui est la boisson ordinaire, ne coûte presque rien; les étoffes communes ne valent pas plus qu'en Europe. Si l'ouvrier fréquente le « bar », je n'ai pas à enregistrer un excès nuisible à sa santé dans la liste des dépenses nécessaires à sa famille; mes études ne m'ont d'ailleurs pas conduit à penser qu'il abuse de l'alcool plus que l'Écossais ou le Picard.

Le logement est assurément plus onéreux qu'en France. Le Commissaire fédéral du travail a calculé que l'Américain

affectait au moins un tiers de plus que l'Européen à ce chapitre de son budget ; mais il est mieux logé. Si les deux tiers des maisons dans les communes rurales de France sont habitées uniquement par leur propriétaire et si ce propriétaire est parfois un salarié, aux États-Unis ce n'est pas seulement à la campagne, c'est à la ville et même dans de grandes cités qu'on voit des maisons entièrement occupées par une seule famille ouvrière, qui est propriétaire ou locataire de l'immeuble. J'en ai visité plusieurs. Celles de Philadelphie, dont un des types les plus ordinaires comprend salon, salle à manger, cuisine et cabinets, avec petite cour au rez-de-chaussée, deux ou trois chambres à coucher et salle de bain au premier, ont fait justement surnommer « City of Homes » cette ville de plus d'un million d'âmes, où les sept huitièmes des familles ont pour se loger une maison entière et où les sociétés de prêt et de construction, « Loan and building societies », ont facilité à des milliers d'ouvriers l'accès de la propriété. Il serait aisé de citer en France des types d'architecture économique qui ne le cèdent pas à ceux de Philadelphie, mais on n'y trouve pas de ville qui possède 138 000 maisons d'une valeur de moins de 10 000 francs et où l'on en ait construit 44 670 de ce genre de 1887 à 1892. C'est qu'il n'y a pas d'autre pays où tant d'ouvriers gagnent assez pour faire une telle acquisition et pour payer le luxe d'ameublement et le train de vie qu'elle comporte. Un ouvrier, belge de naissance, marié à une Américaine née elle-même de parents allemands, propriétaire de sa maison, me montrait son salon : « J'en ai payé le meuble 325 francs, disait-il : c'est trop ; mais, que voulez-vous ? j'aurais passé auprès de

mes camarades et de ma femme pour un pingre si je ne l'avais pas fait. »

La garde-robe et la table ne sont guère moins dispendieuses. L'ouvrier et le bourgeois se confondent dans la rue par le costume. Les femmes et surtout les jeunes filles aiment la toilette ; il n'est pas rare de les voir le dimanche en robe de soie. C'est une conséquence de l'état démocratique : les enfants ont été camarades à l'école, les hommes sont égaux comme citoyens ; dans cette société toujours bouillonnante, les pauvres d'aujourd'hui ne désespèrent pas de devenir les riches de demain, les gouvernés de devenir gouvernants, et les femmes, qui ont plus de vernis d'instruction que les hommes, n'ont pas moins de prétentions. Malgré la morgue de certains parvenus, il n'y a pas de classes aux États-Unis, et ceux qui ont peu se dressent autant qu'ils peuvent pour s'élever au niveau de ceux qui ont plus.

Un Anglais qui a étudié à fond la vie des Américains, M. Bryce, disait avoir été surpris d'abord de n'apercevoir dans les trains du Far West que des femmes paraissant appartenir à ce qu'on appelle en Europe la classe moyenne, et il ajoutait : « Une observation plus attentive m'a montré que c'étaient les femmes, filles et sœurs des ouvriers. » L'œil d'une Française aurait peut-être discerné plus vite la différence ; mais le témoignage n'en est pas moins significatif.

Il faut payer cette toilette. La femme d'un manufacturier de Long Island m'a affirmé que les Américaines étaient assez adroites pour être coquettes sans dépenser beaucoup. Je voudrais le croire ; toutefois ce n'est pas le sentiment général des maris, ni celui des statisticiens qui constatent une très forte consommation par tête de matières tex-

tiles, et je ne vois pas moi-même comment, dans un pays où l'école est commune aux deux sexes et où les pédagogues regrettent que les travaux à l'aiguille soient négligés, les femmes apprendraient à se passer de couturières.

Elles auraient besoin d'apprendre la cuisine ; des pédagogues se préoccupent aussi de cette question, et les Américains déclarent à peu près unanimement qu'on gaspille la nourriture. « Dans la consommation alimentaire il y a profusion et même prodigalité », disait en 1890, devant l'Association américaine pour l'avancement des sciences, un agronome distingué, alors chef de service au ministère de l'Agriculture. Il faisait remarquer, non sans quelque satisfaction d'amour-propre national, que l'eau dans laquelle ses concitoyennes faisaient cuire la viande et les légumes et qu'elles jetaient ensuite à l'égout aurait formé pour des millions d'Européens l'élément d'un mets nutritif. Ce n'est pas seulement l'eau de cuisson, c'est souvent aussi la desserte de la table qu'on jette, parce qu'on met de trop grosses parts dans les assiettes et que la ménagère, qui a fait à la hâte frire des œufs, bouillir des pommes de terre ou du gruau d'avoine, griller du jambon ou une tranche de bœuf, n'a pas le temps ou la science d'accommoder les restes : les femmes d'ouvriers gagneraient à connaître les ragoûts et les soupes aux choux de nos campagnardes.

Ajoutez que l'Américaine mariée va plus rarement à la fabrique que la Française (1). Elle reste dans son ménage, et, quand elle contribue aux recettes de la communauté, c'est

(1) D'après une enquête faite par M. Gould sous la direction du Commissaire fédéral du travail (7e rapport du Commissaire du travail), sur 100 mé-

principalement en prenant comme pensionnaire un ouvrier célibataire : ce qui compromet l'intimité du « Home » et n'est pas sans autre inconvénient. Cette femme s'est mariée sans dot, suivant la coutume américaine, et probablement sans pécule, parce qu'étant fille, elle vivait dans sa famille et dépensait en toilette son gain personnel. Au mari de pourvoir à l'avenir ; beaucoup y songent, il est vrai, et se munissent d'une assurance en cas de décès ou d'un contrat de rente viagère : prévoyance qui les honore, mais qui est encore une source de dépense.

Il en résulte que la vie de l'ouvrier est chère par le loyer, par la toilette, par la nourriture, par l'ensemble des conditions sociales. Un moraliste dira qu'on vit à tout prix : c'est vrai. Mais le commun des hommes veut, par habitude ou par respect humain, vivre comme on le fait dans le milieu où la fortune l'a placé, et trop souvent on va jusqu'à sacrifier le nécessaire qu'on ne voit pas pour conserver l'apparence des dehors qui sont en vue.

Si l'ouvrier d'Amérique avait le même régime que celui de Belgique ou d'Allemagne, il ferait de larges épargnes. Mais le niveau de son existence est monté plus haut ; il a la volonté de s'y maintenir ; il y est pour ainsi dire obligé ; et, en somme, la vie n'est probablement pas plus facile pour lui que pour l'ouvrier en France. Aussi, quoiqu'il ait, relativement au salaire réel aussi bien qu'au salaire nominal, la supériorité sur son camarade de l'Europe occidentale, il

---

nages d'ouvriers employés dans l'industrie de la laine et du coton, il y en aurait 13 aux États-Unis et 28 en France dans lesquels la femme travaillerait pour gagner un salaire.

épargne moins que lui parce qu'il consomme davantage, et la statistique indique qu'il est plus souvent en déficit durant les années normales ou dans la détresse en temps de crise. Voilà pourquoi il n'est pas content de son sort — ce qui est un faible commun à toute l'humanité; — et, quand des compagnons d'Europe viennent s'entretenir avec lui de réformes sociales, il est plus porté à exhaler son amertume qu'à vanter des jouissances dont l'habitude a émoussé en lui le sentiment. J'ai rencontré cependant des ouvriers qui éprouvaient ce sentiment, mais c'étaient des Européens qui, après avoir été employés dans leur pays natal, avaient réussi dans leur patrie d'adoption et qui se souvenaient encore assez pour comparer les deux situations. Doit-on condamner sans circonstances atténuantes les Américains qui ne l'éprouvent pas, lorsque tant de gens dans les deux hémisphères se plaignent d'être étroitement gênés ou sont même incapables de se contenir dans les limites d'un revenu où tant d'autres se trouveraient amplement à leur aise?

Tout phénomène a sa cause. Quelles sont celles du taux élevé des salaires aux États-Unis? Les quatre principales me paraissent être : la puissance de l'outillage industriel, l'état de la propriété agricole et de la culture, le progrès de la richesse sous le régime de la liberté du travail et les mœurs de la démocratie américaine.

Entrez dans une usine ou une manufacture, vous serez tout d'abord frappé du rôle qu'y joue la machine. Ici l'on fabrique des rails et des plaques d'acier; dans un hangar long d'une centaine de mètres, de monstrueux laminoirs écrasent la masse d'acier incandescente que des tabliers

mobiles enlèvent et ramènent à plusieurs reprises sous les rouleaux jusqu'à ce que la pièce façonnée soit emportée sur une chaîne sans fin jusqu'au fond de l'atelier; tous les mouvements s'accomplissent automatiquement, et quelques hommes suffisent pour diriger une œuvre de Titans. Ailleurs on fait des vis, travail plus délicat qu'opèrent des machines-outils, ingénieuses et souples comme la main d'un artiste : elles attirent par une extrémité le fil de fer et rendent à l'autre extrémité un jet continu de vis qui coulent comme l'eau d'un robinet. Le mécanisme est si parfait qu'un ouvrier suffit pour en surveiller cinq ou six, de sorte que dans un atelier on n'aperçoit que quelques têtes d'hommes çà et là entre des rangées de machines. Dans une fabrique de chaussures le spectacle est différent: ouvriers et ouvrières sont pressés les uns contre les autres afin de ménager la place ; chacun a devant soi sa machine, avec laquelle il ne donne qu'une façon, toujours la même et toujours très simple, si bien que par heure il opère quelquefois sur plusieurs milliers de pièces. J'ai rapporté par curiosité une paire de bottines d'homme qui avait passé par cinquante mains et que le fabricant vendait 4 francs.

Le travail mécanique et la division du travail sont poussés jusqu'à leurs dernières limites ; à cet égard, les Américains sont en avance sur les Européens, surtout sur ceux du continent. En voici une preuve : dans la fabrique rouennaise, le tisserand tient deux métiers de calicot ; dans le Massachussetts, il en tient quatre au moins, six en moyenne, et j'ai vu à Lowell des femmes en surveiller huit. Ne concluez pas de ce fait que la productivité de la France soit à celle de l'Amérique dans le rapport de 1 à 3 ; car les con-

ditions de matière, de produit et autres diffèrent. Mais concluez qu'avec un pareil outillage l'ouvrier n'a pas le temps de flâner. « On est bien payé, mais on travaille dur ici », me disait un forgeron alsacien qui prêchait d'exemple et gagnait jusqu'à 200 francs par semaine. Il est évident que le patron peut donner un salaire double à l'ouvrier qui fait quatre fois plus d'ouvrage et que l'ouvrier a mérité ce salaire. Si la productivité du travail n'est pas, comme l'ont cru quelques économistes, la loi unique et universelle du salaire, elle est certainement la règle principale du taux de la rémunération : c'est justice.

Voyez l'enchaînement. L'Américain, vivant dans un pays où le salaire était élevé, s'est ingénié à perfectionner sans cesse l'outillage pour économiser la main-d'œuvre et il a acquis de remarquables facultés d'invention. Les machines, à leur tour, augmentant considérablement la productivité individuelle, ont permis de maintenir et même d'élever, depuis quarante ans, les salaires (1), en même temps qu'elles abaissaient le prix de revient du produit. Heureuse évolution économique qui s'est manifestée dans tout le monde industriel, mais nulle part peut-être d'une manière plus sensible que dans la manufacture américaine.

Indépendamment de l'influence exercée par les machines, le salaire était depuis longtemps élevé aux États-Unis parce que l'homme pouvait tirer une forte rémunération de son travail en l'appliquant à la terre, soit comme exploitant d'une ferme dont il devenait propriétaire gra-

(1) Pour juger de l'état des salaires, il ne faut pas comparer le temps présent avec la période où le papier-monnaie altérait tous les prix.

tuitement ou pour très peu d'argent, soit comme salarié d'un fermier à la recherche d'une main-d'œuvre toujours rare. Cette cause agit encore, quoique l'étendue des terres à occuper soit maintenant très réduite : dans l'ouest, on ne compte pas un ouvrier pour trois fermiers.

En quarante ans, de 1850 à 1890, le nombre des fermes des États-Unis a triplé et leur valeur a quadruplé. L'industrie s'est développée plus rapidement encore. Les fabriques se multiplient ou s'agrandissent en se concentrant sans obstacle légal dans un pays où rien n'arrête la création des entreprises, où la population double en moins de trente ans et dont le territoire est quatorze fois grand comme la France. C'est un gigantesque marché de travail comme de consommation.

Habitué à un salaire sur lequel il a depuis plus d'une génération réglé son existence, l'ouvrier, qui souffre dès que le taux s'abaisse, résiste à la diminution d'autant plus énergiquement qu'il a conscience de son influence politique par le suffrage universel et de sa valeur intellectuelle par l'instruction qu'il a peut-être reçue dans la même classe que son patron, et sa résistance a d'autant plus de chances de succès qu'il a su former, dans un pays dont les lois le laissent entièrement libre, nombre d'associations fortement organisées.

Les hauts salaires n'ont pas prévenu les grèves, non plus que les progrès de la richesse n'ont supprimé les crises commerciales. Il eut été aussi naïf de leur attribuer cette vertu que de prétendre fixer irrévocablement les recettes et les dépenses de chaque entreprise et de chaque famille.

Ils ont même contribué parfois à les prolonger en leur

fournissant des subsides. L'Amérique a été le théâtre de coalitions rendues formidables par l'importance des associations ouvrières et par l'insuffisance de la police. Elle le sera encore ; mais ce ne sont pas les soulèvements populaires, troublant la paix publique et paralysant la production des richesses, qui amélioreront les conditions de l'offre et de la demande, d'où résulte le taux des salaires.

L'afflux des immigrants, qui augmente l'offre, apparaît aux ouvriers comme menaçant leurs positions acquises et ils se roidissent contre l'invasion. Ils ont obtenu des législateurs la proscription des Chinois et des restrictions, les unes légitimes, les autres abusives, à l'entrée des Européens. Les partis politiques exploitent leurs craintes pour gagner leurs votes : d'un côté, les démocrates, qui comptent probablement la majorité des ouvriers, surtout des Irlandais, dans leur clientèle, réclamant la limitation du droit d'immigrer en même temps qu'ils prêchent la liberté du commerce ; de l'autre, les républicains, qui sont dévoués aux manufacturiers et à la protection douanière, se taisant sur l'immigration qui leur procure des ouvriers à meilleur marché et faisant sonner bien haut l'intérêt des salaires, dont le taux baisserait nécessairement, disaient-ils, si une revision des tarifs venait à réduire le prix de vente de leur marchandise.

En réalité, les chances sont-elles pour une hausse ou pour une baisse prochaine des salaires ? La question est agitée depuis plusieurs années aux États-Unis, et vous comprenez quelles émotions elle y soulève. Je ne prolongerai pas cette lecture en vous exposant les raisons qui me portent à penser que les probabilités prochaines sont

plutôt pour la baisse, mais que cette baisse sera vraisemblablement peu prononcée parce que l'Amérique saura se défendre, non par des lois, qui, lorsqu'elles prétendent mieux répartir la richesse en contrariant le jeu naturel des relations économiques, ont pour effet d'entraver le progrès, mais par l'énergie productrice de sa population. Une entière liberté du travail, un capital abondant et toujours demandé, un outillage perfectionné sans cesse, un esprit d'entreprise actif et persévérant, un grand besoin de main-d'œuvre dans des emplois variés, une classe ouvrière instruite, ayant conscience de ses devoirs et de ses droits et sachant pratiquer les uns aussi bien que revendiquer les autres, voilà un ensemble de conditions propres à favoriser dans tout pays la production de la richesse et à procurer des profits aux entrepreneurs et de bons salaires aux ouvriers. Les États-Unis possèdent, au moins en partie, ces avantages.

Le salaire en a bénéficié et il y rencontrera, longtemps encore, des conditions favorables qui le maintiendront à un niveau élevé. Mais il n'y est pas pour cela sous un régime d'exception; il y obéit au contraire, comme partout, aux lois générales qui le régissent dans le monde et qu'avaient constatées avant moi dans diverses contrées les membres de l'Académie des sciences morales et politiques chargés de la mission économique.

Paris. — Typographie de Firmin-Didot et Cie, imp. de l'Institut, rue Jacob, 56. — 31540.